

# Perspectives

N°21/033 – 3 février 2021

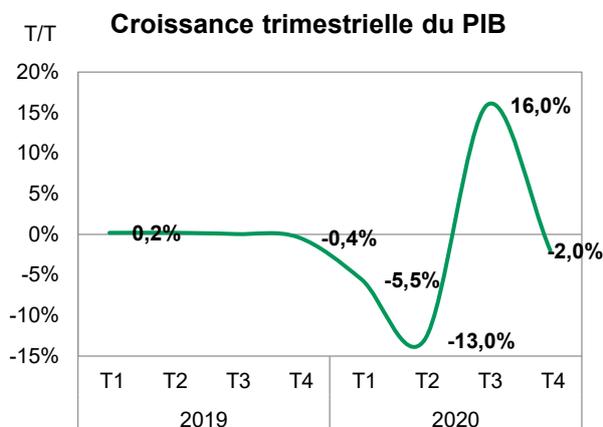
## ITALIE – Conjoncture flash :

### Recul modéré du PIB au T4

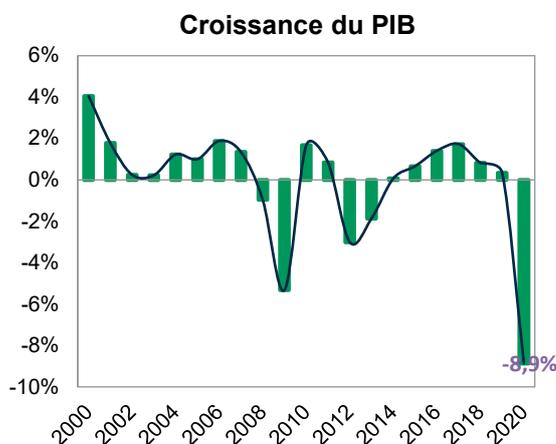
- Les nouvelles mesures adoptées pour contenir l'urgence sanitaire ont **entraîné une contraction de l'activité au quatrième trimestre estimée par l'Istat à 2% par rapport au trimestre précédent**. Cette baisse de l'activité fait suite au fort rebond de 15,9% du troisième trimestre. Avec ce nouveau repli, **le niveau du PIB est de 6,6% inférieur à celui de la période d'avant-crise**. L'ensemble des secteurs d'activité sont concernés par cette baisse à savoir l'agriculture, l'industrie et les services. Le recul de la croissance est induit à la fois par une contribution négative de la demande domestique (incluant les stocks) et par la composante extérieure.
- **Les données couvrant la période du confinement de novembre indiquaient déjà un effet moins marqué des mesures de distanciation sociale par rapport au confinement de mars**, avec près de 70% des entreprises qui se disaient actives en novembre par rapport à 45% en mars. Les fermetures ont concerné majoritairement le secteur des services, notamment les lieux de restauration et d'hébergement, ainsi que les commerces non-essentiels dans les zones les plus touchées par l'épidémie. Les effets des mesures relatives à la période des fêtes de fin d'année, avec un confinement quasi généralisé du 23 décembre au 6 janvier, restent cependant très peu renseignés. L'estimation provisoire de l'Istat est au-dessus du consensus de la Banque d'Italie qui envisageait un recul de l'activité entre 2,2% et 3,7% dans son bulletin économique du quatrième trimestre. L'impact de la deuxième vague reste cependant plus marqué que celui observé dans la zone euro, qui a enregistré un recul de 0,7% au quatrième trimestre.
- **L'économie italienne clôture l'année 2020 avec une contraction de 8,9%**. Ce repli historique reste nettement moins important que celui attendu par le consensus international (-10,5%) et légèrement en dessous de la prévision du gouvernement de 9% inscrite dans sa mise à jour du rapport économique et financier. **L'acquis de croissance laissé à 2021 n'a pas été complètement effacé par le recul du T4. Il reste positif à 2,1%**.
- **Le détail du PIB devrait être publié le 1<sup>er</sup> mars** et devrait nous informer davantage sur les effets du deuxième confinement sur la demande. **Les données relatives à la consommation, telles que les ventes au détail de novembre et les immatriculations automobiles de décembre, indiquent cependant une nette contraction de la consommation des ménages** qui est restée pénalisée par la fermeture des commerces non-essentiels dans les zones orange et rouge. La dynamique des indicateurs de confiance des ménages – bien qu'ils se soient quelque peu rétablis par rapport au creux du deuxième trimestre, resté très contenu – témoigne de l'effet toujours présent des incertitudes sur leur moral. Cela laisse à penser que malgré des pertes limitées de revenu disponible, les ménages devraient continuer de favoriser des comportements d'épargne de précaution.

- **Le prolongement de la caisse d'intégration (dispositif de chômage partiel), ainsi que de l'interdiction de licenciement a continué de figer le marché de l'emploi au cours du quatrième trimestre, avec un taux de chômage estimé à 9%.** Sur le trimestre, le taux d'emploi s'est légèrement amélioré, mais cette remontée masque une hausse du nombre d'emplois qui est compensée par la baisse de l'activité. En fin de trimestre, au mois de décembre, le taux d'emploi marque une baisse de -0,8%. La baisse de l'emploi s'est concentrée sur les femmes et a concerné aussi bien les salariés que les indépendants. Les données cumulées de l'INPS sur l'année 2020 indiquent la mesure du dispositif de chômage partiel. De février à décembre, plus de 4 000 milliards d'heures de chômage partiel ont été autorisées. Après le fort pic lié à la première vague, le nombre d'heures couvert par le dispositif a baissé à partir du mois de juin, pour augmenter de nouveau en octobre et en novembre. La hausse des heures autorisées pendant la deuxième vague est principalement due à une augmentation du chômage partiel dans le commerce et les services, qui sur l'année représentent 46% des demandes de chômage partiel, contre 48% pour l'industrie et 5% pour la construction.
- **En janvier, la stabilisation du nombre de contaminations a permis à une grande partie du territoire de passer en zone jaune.** Dans la plupart des régions, les commerces de détail, mais également les bars et les restaurants, sont autorisés à ouvrir pendant la semaine, mais avec un couvre-feu imposé à partir de 22 heures. Ce retour à une forme de normalité s'est traduit par une légère amélioration des indices de confiance. Les ménages restent pessimistes par rapport à leur situation future, mais leur appréciation de la situation actuelle s'est légèrement améliorée, l'indice passant de 98,3 à 99,0 en janvier. L'indice de confiance des entreprises s'est légèrement redressé en janvier (de 87,7 à 87,9), porté par une amélioration de l'indice dans les services et dans la construction, tandis que celui de l'industrie diminue. Une tendance que l'on retrouve en partie dans les données de PMI où l'indice des services s'améliore par rapport à décembre passant de 39,7 à 44,7, mais reste en dessous du seuil d'expansion de l'activité (50). Soutenu par une demande croissante des exportations vers l'Asie, **l'indice PMI manufacturier a surpris positivement en enregistrant son plus haut niveau depuis trente-quatre mois, passant de 52,8 en décembre à 55,1 en janvier.**

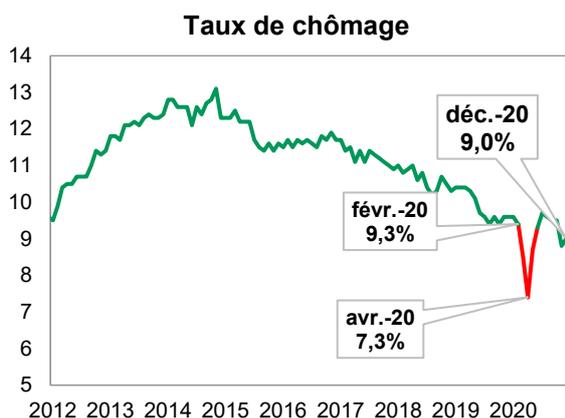
## Italie : panorama conjoncturel mensuel



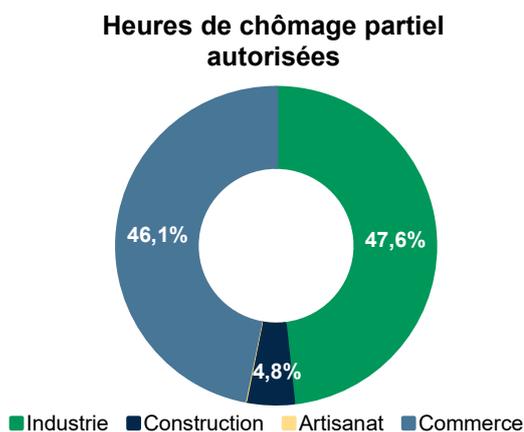
Sources : Istat, Crédit Agricole S.A.



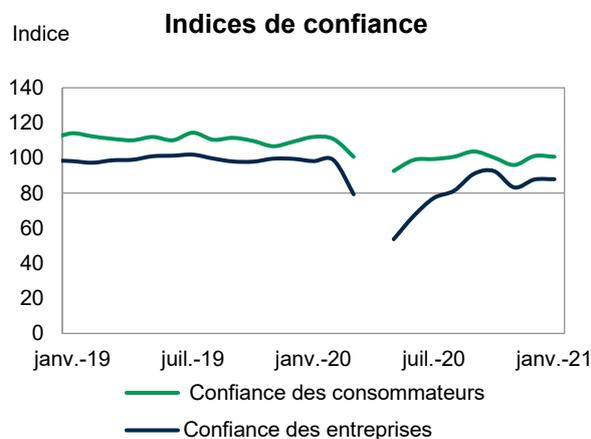
Sources : Istat, Crédit Agricole S.A.



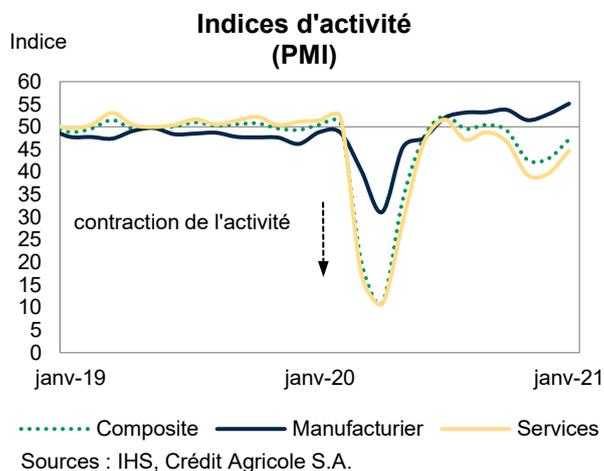
Sources : Istat, Crédit Agricole S.A.



Sources : INPS; Crédit Agricole S.A.



Sources : Istat, Crédit Agricole S.A.



Sources : IHS, Crédit Agricole S.A.

## Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet

Date	Titre	Thème
02/02/2021	<u>Russie – Attention à la guerre de position</u>	PECO
01/02/2021	<u>Italie - Une semaine de consultations qui rebat les cartes</u>	Italie
29/01/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/01/2021	<u>Colombie – L'investissement gronde sous pressions (tempérées)</u>	Amérique latine
26/01/2021	<u>Chine – Apprendre à prévoir hors du cadre</u>	Asie
25/01/2021	<u>États-Unis – Investiture de J. Biden, moment d'histoire ou bavardage ?</u>	Etats-Unis
22/01/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/01/2021	<u>Zone euro – Conjoncture flash : la situation du secteur privé non financier au T3 2020</u>	UE
20/01/2021	<u>Les insectes : une protéine qui fait mouche</u>	Agri-agro
19/01/2021	<u>Mexique – Au-delà des chiffres "purs", la gouvernance</u>	Amérique latine
18/01/2021	<u>Italie – Conjoncture Flash : comptes des secteurs institutionnels au troisième trimestre</u>	Italie
18/01/2021	<u>Allemagne – L'élection du nouveau chef du parti conservateur confirme le choix de la continuité</u>	Allemagne
15/01/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde

### Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

**Secrétariat de rédaction** : Fabienne Pesty

Contact: [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*